

Liberté Politique vous souhaite une bonne année 2025

Article rédigé par *Liberté politique*, le 31 décembre 2024

Toute l'équipe de Liberté Politique vous souhaite une bonne année 2025. Après un exercice 2024 plein de rebondissements, 2025 s'annonce aussi riche en surprises. Plus que jamais, ce changement calendaire semble constituer un saut dans l'inconnu. Liberté Politique entend prendre sa part dans ce monde en mouvement !

Adieu 2024...

L'année écoulée était censée être celle des élections européennes. Elle aura finalement également été celle d'élections législatives qui ont révélé l'intensification du phénomène d'éclatement des forces politiques dans notre pays. Le retour de l'instabilité gouvernementale aura aussi marqué ce cru avec pas moins de quatre Premiers ministres en une année seulement : Élisabeth Borne, Gabriel Attal, Michel Barnier et enfin François Bayrou. Difficile d'imaginer que le dernier nommé parvienne à durer, mais le propre de notre vie politique depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron en 2017 est l'invraisemblable. Gardons-nous, pour une fois, d'enterrer trop vite le patron du MoDem.

2024, au niveau international, a marqué la progression fulgurante d'Israël face à ses ennemis régionaux, une percée allant de l'anéantissement de l'état-major du Hamas à celui du Hezbollah, et enfin à la chute de Bachar al-Assad, livrant la Syrie à un avenir incertain, aux mains d'islamistes soutenus par l'Occident. En Europe, la guerre en Ukraine s'est poursuivie avec un grignotage de terrain russe. Le conflit a semblé suspendu toute l'année à l'élection américaine. Et c'est là probablement le fait le plus marquant de 2024, avec la victoire du candidat républicain dans un « come-back » hollywoodien qui ouvre la voie à un avenir tout à fait incertain également.

Quant à l'Union européenne, elle a vu se confirmer la mainmise du Commissaire von der Leyen à la tête d'un exécutif de plus en plus décrié, à l'heure du Mercosur et des poussées nationalistes.

La France, elle, a poursuivi sa descente aux enfers en matière de rayonnement. Le pays perd pied en Afrique de l'Ouest, s'embourbe dans la crise politique en Nouvelle-Calédonie et voit ses faiblesses lui revenir en plein visage à Mayotte. L'hyperendettement et la crise politique laissent aussi augurer des jours sombres dans un espace européen décidément dans l'expectative puisque le Bundestag aussi a été dissous en fin d'année. L'Italie, réputée instable et négligée par les dirigeants européens successifs au profit d'un fantasmagorique couple franco-allemand, reprend des couleurs. La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, a même annoncé une baisse d'impôts pour les classes moyennes et populaires du pays...

...Et en avant 2025 !

Le tableau est noir, mais nulle raison de s'enfoncer dans le pessimisme. Les partis de gouvernement,

grandement menacés, pourraient être contraints de revoir leur copie et, faute d'agir pour le bien commun, s'en tenir au minimum d'actions - ce qui sera un moindre mal à considérer les décisions néfastes prises au cours des dernières décennies. Les changements nord-américains pourraient aussi avoir des conséquences en France. La poussée des droites anti-immigration en France et en Europe témoigne d'un changement profond alors que, parallèlement, et non sans une certaine contradiction, les idées libertariennes semblent progresser avec l'avènement de Javier Milei en Argentine, qui bénéficierait d'un bilan plutôt flatteur après un an de présidence. Chez nous, certains hommes politiques, à l'image de David Lisnard, se mettent à rêver d'un Grand Soir anti-administration. Rien d'abouti ne devrait se dérouler du côté droit en 2025, mais des idées nouvelles semblent prendre dans l'opinion.

2025 devait être l'année sans élections avant 2026 et ses municipales, 2027 et sa présidentielle et ses très probables législatives, 2028 et ses élections départementales et cantonales, et 2029, avec le retour des européennes... Le calendrier pourrait bien être encore un peu plus rempli avec d'hypothétiques nouvelles élections législatives l'année qui vient, et pourquoi pas, surprise du chef, une élection présidentielle. Nous miserons ici, sans exclusive, sur l'organisation d'un référendum !

Dans ces temps politiquement instables et économiquement moroses, les initiatives nouvelles comme notre lettre « Observatoire des parlementaires », qui verra le jour dès le mois de janvier grâce à la générosité de nos donateurs, ainsi que la poursuite de nos travaux semblent plus que jamais nécessaires ! Prenez part au renouveau politique du pays, à la défense de cette liberté politique qui nous est si chère, abonnez-vous à notre revue, soumettez-nous vos idées, suivez nos publications et [soutenez-nous](#) !

De la part de toute l'équipe de Liberté Politique, je vous souhaite le meilleur pour l'année à venir.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

Faites un don ouvrant droit à une réduction d'impôt (vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de déduire 66% du montant de votre don de vos impôts dans la limite de 20 % de vos revenus nets imposables de l'année en cours) [en ligne](#) ou par chèque directement à l'adresse suivante : AFSP - Liberté politique, Zone synergie, 45 - 5eme avenue - BP 3 - 45130 Meung-sur-Loire. Par avance, un grand merci !

31/12/2024 01:00